

Table des matières

I. DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>) ..	1
30 juin 1994. – LOI relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées (<i>Mon. 24 janvier 1995</i>)	35
17 novembre 1808. – CODE d'instruction criminelle	73
17 avril 1878. – LOI contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (<i>Mon. 25 avril 1878</i>)	74
20 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 86ter du Code d'instruction criminelle (<i>Mon. 18 avril 2003</i>)	114
22 mars 1999. – LOI relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (<i>Mon. 20 mai 199917547</i>)	120
4 février 2002. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (<i>Mon. 30 mars 2002</i>)	122
1 ^{er} mai 1849. – LOI sur les tribunaux de police simple et correctionnelle (<i>Mon. 21 juin 1849</i>)	138
28 juin 1889. – LOI concernant les exploits à signifier à des personnes non domiciliées en Belgique (<i>Mon. 6 octobre 1889</i>)	143
16 février 1961. – LOI modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus, des parties civilement responsables et des parties civiles devant les juridictions pénales (<i>Mon. 2 mars 1961</i>)	143
4 octobre 1867. – LOI sur les circonstances atténuantes (<i>Mon. 5 octobre 1867</i>)	206
24 février 1921. – LOI concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes (<i>Mon. 6 mars 1921</i>)	207
29 juin 1964. – LOI concernant la suspension, le sursis et la probation (<i>Mon. 17 juillet 1964; Err. Mon. 24 juillet 1964</i>)	211
8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (<i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i>)	216
20 juillet 1990. – LOI relative à la détention préventive (<i>Mon. 14 août 1990</i>)	223

II. DROIT DU TRAVAIL - CONTRAT DE TRAVAIL

12 avril 1965. – LOI concernant la protection de la rémunération des travailleurs (<i>Mon. 30 avril 1965</i>)	237
3 juillet 1978. – LOI relative aux contrats de travail (<i>Mon. 22 août 1978; Err. Mon. 30 août 1978</i>)	243
19 juillet 1973. – DÉCRET du Conseil de la communauté culturelle néerlandaise réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements (<i>Mon. 6 septembre 1973</i>)	265
30 juin 1982. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements (<i>Mon. 27 août 1982</i>)	266
16 mars 1971. – LOI sur le travail (extrait art. 39–44) (<i>Mon. 30 mars 1971</i>) ..	266

26 avril 2002. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 81 conclue au sein du Conseil national du travail, relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 juin 2002 (<i>Mon. 29 juin 2002</i>)	267
27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (extrait art. 328–343) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	269
12 février 2014. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 109 conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la motivation du licenciement (<i>Mon. 20 mars 2014</i>)	271

III. DROIT DU TRAVAIL - SÉCURITÉ SOCIALE

10 avril 1971. – LOI sur les accidents du travail (<i>Mon. 24 avril 1971</i>)	273
25 novembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation du chômage (<i>Mon. 31 décembre 1991; Err. Mon. 13 mars 1992</i>)	293
26 novembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (<i>Mon. 25 janvier 1992; Err. Mon. 8 avril 1992</i>)	359
8 avril 2003. – LOI-PROGRAMME (extrait art. 47–55) (<i>Mon. 17 avril 2003</i>) ..	371
26 mai 2002. – LOI concernant le droit à l'intégration sociale (<i>Mon. 31 juillet 2002</i>)	371
11 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale (<i>Mon. 31 juillet 2002</i>)	378
27 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 29 juillet 1967; Err. Mon. 2 décembre 1967</i>)	382
19 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 28 décembre 1967; Err. Mon. 25 janvier et 17 avril 1968</i>)	395
27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 25 juillet 1969</i>)	405
28 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 5 décembre 1969</i>)	419
11 avril 1995. – LOI visant à instituer «la charte» de l'assuré social (<i>Mon. 6 septembre 1995</i>)	436
6 juin 2010. – CODE pénal social (<i>Mon. 1^{er} juillet 2010</i>)	438

IV. DROIT FISCAL

3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>)	470
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>) ..	507
10 décembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL n° 3 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 12 décembre 1969</i>)	517
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 7 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>) ..	520
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 18 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la Communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	528

29 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL n° 19 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises (<i>Mon. 9 juillet 2014</i>).....	529	31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession, confirmé par la loi du 4 mai 1936. Version applicable en Région wallonne (<i>Mon. 7 mai 1936</i>) (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	541
20 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 20 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (<i>Mon. 31 juillet 1970</i>)	529	30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2. Version applicable en Région wallonne (<i>Mon. 14 août 1947</i>) (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>)	569
11 décembre 2019. – ARRÊTÉ ROYAL n° 52 relatif aux moyens de preuve en ce qui concerne les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées et relatif à l'exemption des acquisitions intracommunautaires de biens et des opérations y assimilées, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 23 décembre 2019</i>).....	538	10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 30 juillet 1992</i>).....	609
23 décembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL n° 53 relatif au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire applicable aux biens d'occasion, objets d'art, de collection ou d'antiquité (<i>Mon. 30 décembre 1994</i>).....	539	11 avril 2019. – AVIS Administration générale de la fiscalité Avis relatif à la déduction pour investissement (<i>Mon. 11 avril 2019</i>).....	638
18 mai 2020. – ARRÊTÉ ROYAL n° 59 relatif au prélèvement de cadeaux commerciaux de faible valeur et au prélèvement à des fins caritatives de biens alimentaires et de biens non alimentaires de première nécessité autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 25 mai 2020</i>)	539	22 mai 2020. – AVIS relatif à la déduction pour investissement (<i>Mon. 22 mai 2020</i>)	638
		21 août 1998. – AVIS. – Communication relative à la loi du 9 décembre 1997 modifiant l'article 320 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'interdire aux dispensateurs de soins de détacher la souche fiscale des attestations de soins (<i>Mon. 21 août 1998</i>)	745